



A Albi, le 23 janvier 2024

Déclaration intersyndicale

CSAL DU 23/01/2024

Monsieur Le Président,

Après les traditionnels vœux de bonne année et les remerciements de convenance pour le dévouement et le professionnalisme des agents, vient ensuite la non moins traditionnelle session des suppressions des emplois.

Notre ex-Directeur Général s'est vanté de la création de 148 emplois en 2024.

Cependant, il a beau essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, il y parvient de moins en moins. Le maelstrom de chiffres justifiant ces 148 « créations » d'emplois n'efface pas les petites phrases que nous n'oublions pas : le soi-disant « ressenti » de l'accueil supplémentaire généré par GMBI pendant la dernière campagne IR, ou encore le « sentiment de surcharge de travail » exprimé dans une récente interview à l'organe de presse spécialisé AEF Info.

On prend les mêmes réflexions et on recommence. En somme, selon M Fournel, l'épuisement professionnel ou le burn-out, c'est juste un ressenti. Il en irait de même pour les retards de traitement ou les divers dysfonctionnements informatiques. Même notre colère ne serait qu'une affaire de ressenti !

Ce 23 janvier, vous convoquez un Comité Social d'Administration Local avec à l'ordre du jour 5 nouvelles suppressions d'emplois nettes pour la DDFiP 81 en 2024. Mais en réalité vous supprimerez 9 emplois des catégories C et B.

Si des créations d'emplois sont à prendre en compte, notamment dans le tout nouveau Service Départemental des Impôts Foncier, elles ne compensent pas totalement les transferts de charges vers la DGFIP, voire pas du tout quand on songe aux Taxes douanières (mission assurée par les 2 SIE, sans création d'emploi et qui perdent chacun un agent de catégorie B !)

Et que dire des suppressions subies par les Services de Gestion Comptable du département créés depuis la mise en place du Nouveau Réseau de proximité, et qui, à peine stabilisés dans l'exercice des missions, subissent à nouveau des pertes d'emplois.

Quant aux SIP, qui restent la vitrine de notre administration dans sa relation aux usagers, ils subissent une fois de plus des suppressions que la DG justifie par de prétendus gains de productivité et l'évolution de la réglementation... alors que dans le même temps, notre ancien ministre de tutelle, devenu entre-temps Premier ministre, assure que le service public est l'une de ses 3 priorités.

Nous notons enfin qu'à défaut de savoir où localiser d'autres suppressions, ce sont 2 emplois de l'EDR qui sont détruits, ce qui ne sera pas sans conséquences sur la gestion déjà très tendue des effectifs dans le département.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 81 - FO Finances Publiques 81 - CGT Finances Publiques 81 s'insurge contre ces nouvelles suppressions d'emplois qui vont détériorer encore un peu plus les conditions de travail déjà mises à mal en faisant peser une pression supplémentaire et une charge de travail toujours plus importante sur les agentes et agents de la DDFiP 81. Ces suppressions sont inadmissibles tant elles ne s'appuient sur aucune logique si ce n'est celle comptable.

En poursuivant la déstructuration de notre réseau, la Direction Générale (DG) va également encore dégrader le service rendu aux usagères et usagers, alors que le fiasco GMBI a démontré les failles du tout numérique, et les besoins de proximité et d'accompagnement des contribuables.

GMBI qui aura par ailleurs démontré le manque cruel d'effectifs dans les services avec des agentes et agents véritablement submergés et épuisés par une nouvelle masse de travail à laquelle ils et elles n'ont pas les moyens de faire face.

En parallèle, et à quelques jours de la reprise des négociations sur la revalorisation de l'indemnitaire à la DGFIP, nous affirmons que les efforts de chacun ne sont pas pris en considération par notre DG. L'engagement des personnels doit être reconnu, le régime indemnitaire doit enfin être revalorisé à la hauteur de notre conscience professionnelle et de notre technicité.

Au regard de l'ordre du jour, les élus Solidaires Finances Publiques 81 – FO Finances Publiques 81 – CGT Finances Publiques 81 ne siégeront pas à ce CSAL.

Pour l'Intersyndicale Finances Publiques 81, il est inenvisageable d'être associé d'une quelconque façon à ces politiques destructrices.

Nous vous laissons donc la responsabilité d'expliquer aux agents et chefs de services la subtilité des raisons qui vous ont poussées à choisir de supprimer tel emploi à tel endroit, dégradant davantage la motivation des agents et des chefs de services, ainsi que les conditions de travail dans des services déjà exsangues et en affaiblissant un peu plus des structures déjà fortement en souffrance.

La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la détérioration continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DGFIP.

Les élus Solidaires Finances Publiques 81 – FO Finances Publiques 81 – CGT Finances Publiques 81 demandent l'abandon immédiat des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires à l'exercice de nos missions.

Nous souhaitons que ce communiqué soit annexé au PV de la séance